

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue du Docteur Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 4 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société PLACOPLATRE

Tour Saint-Gobain
12 place de l'Iris
92400 Courbevoie

Références : 2025_1485_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007201450

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement PLACOPLATRE implanté 13 route du Mandras 16370 Val-de-Cognac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLACOPLATRE
- 13 route du Mandras 16370 Val-de-Cognac
- Code AIOT : 0007201450
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise Placoplatre, filiale du groupe Saint-Gobain, exploite depuis les années 70 à proximité de Cognac, une usine (parmi les 6 du groupe en France) de fabrication de plaques de plâtre à partir de gypse provenant de la carrière Garandeau à proximité et issu de la valorisation et du recyclage des matériaux de déconstruction de bâtiments. Une ligne de fabrication et un atelier de transformation (assemblage, découpe) produisent environ de 30 Mm² de plaques par an.

En 2023, le revamping du sécheur à plaques avec récupération de chaleur permet de réduire les consommations d'eau et d'énergie et les émissions de CO₂.

L'usine relève de l'autorisation ICPE 2520 et 2791 et de l'enregistrement pour les rubriques 2515-1, 2910-A, 2663, 2716, 2940-2. L'exploitation de l'usine est réglementée par un arrêté préfectoral de 1979 modifié en dernier lieu par APC du 19/11/2025 pour l'extension de l'activité de recyclage de gypse.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Action nationale 2025- Combustion

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Mesure périodique et Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, articles 74-III et IV et 76	Demande d'action corrective	3 mois
6	Démarrage et arrêt	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 33	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, articles R.515-114 et R. 515-115, R.515-116
2	Classement ICPE en lien avec le combustible admis	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8
3	Contrôle du combustible admis sur site	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8
5	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63
7	Visite terrain	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle, par sondage, des dispositions réglementaires, issues de la directive MCP (installations de combustion de moyenne taille > 20 MW et < 50 MW), applicables à l'exploitation du sécheur à plaques a montré que les rejets de gaz de combustion respectaient les valeurs limites fixées, même si des actions sont attendues pour sécuriser les modalités de mesurage et d'échantillonnage conformément aux normes opposables.

Les phases dégradées de démarrage et d'arrêt du sécheur doivent, également, faire l'objet d'une attention particulière afin de s'assurer que l'ensemble des prescriptions réglementaires en la matière soient effectivement prises en compte au sein des documents et des pratiques de conduite de l'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre MCP

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/12/2018, articles R.515-114 et R. 515-115, R.515-116
Thème(s) : Actions nationales 2025, Recensement installations MCP
Prescription contrôlée : R. 515-114 : I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes : - le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ; - la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ; - le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double

<p>combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ; - la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ; - le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ; - le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ; - dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. » <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ; <p>[...]</p> <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p>R.515-115 :</p> <p>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p>R.515-116 :</p> <p>I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation est enregistrée sur le registre MCP sous le numéro 18039414.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Classement ICPE en lien avec le combustible

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8 E</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A, 2910-B1 ou 2910-B2</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté E : L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.</p> <p>Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - leur origine ; - leurs caractéristiques physico-chimiques ;

<ul style="list-style-type: none"> - les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ; - l'identité du fournisseur ; - le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site. <p>À cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.</p> <p>Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'enregistrement précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisées dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation (sècheur à plaques) modifiée en 2023 relève de la rubrique 2910-A et du régime de l'enregistrement ; le combustible étant le gaz naturel et sa puissance nominale étant de 24,6 MW.</p> <p>L'installation est mentionnée dans la liste des ICPE de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/11/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Contrôle du combustible admis sur site

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 8</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, divers</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté E : L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.</p> <p>Pour les combustibles visés par la rubrique 2910-B, les combustibles utilisés présentent une qualité constante dans le temps et répondent à tout moment aux critères suivants fixés par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - leur origine ; - leurs caractéristiques physico-chimiques ; - les caractéristiques des effluents atmosphériques mesurés lors de la combustion du combustible ; - l'identité du fournisseur ; - le mode de transport utilisé pour la livraison sur le site. <p>A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés.</p> <p>Sur la base des éléments fournis par l'exploitant et notamment de résultats de mesures, l'arrêté préfectoral d'enregistrement précise la nature des combustibles autorisés, les teneurs maximales en composés autorisées dans chaque combustible ainsi que le programme de suivi.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le combustible est, à titre exclusif, du gaz naturel acheminé sur le site par tuyauterie d'alimentation dédiée.</p> <p>Les dispositions réglementaires relatives aux combustibles relevant de la sous-rubrique 2910-B ne sont pas applicables à l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Mesure périodique et Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, articles 74-III et IV et 76
Thème(s) : Actions nationales 2025, Programme de surveillance et réalisation des contrôles réglementaires
Prescription contrôlée : Arrêtés E et A-MCP : III. - Les polluants atmosphériques [...] qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation. La mesure ou l'estimation d'un polluant atmosphérique n'est pas obligatoire au titre du présent chapitre, si l'installation de combustion n'est pas soumise à une VLE pour ce polluant, excepté pour le CO ou lorsque l'exemption de VLE est justifiée par un fonctionnement de moins de 500 heures par an. Dans ce cas, l'article 80 (arrêté E) ou 30 (arrêté A MCP) est applicable. IV. - Les mesures périodiques des émissions de polluants atmosphériques s'effectuent selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 susvisé. Les méthodes de prélèvement et analyse pour la mesure dans l'eau et dans l'air sont fixées dans un avis publié au Journal officiel. Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. I. - Les mesures des émissions atmosphériques requises au titre du programme de surveillance imposé au présent chapitre sont effectuées par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA) au moins : [...] - une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale comprise entre 5 et 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A ; - une fois tous les ans pour les autres installations de combustion. II. - Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 20 MW et consommant exclusivement des combustibles visés en 2910-A, une mesure de formaldéhyde, des COVNM et des métaux est réalisée seulement lors de la première mesure des rejets atmosphériques réalisée sur l'installation lorsque ces polluants sont réglementés. III. - Lorsque l'installation est équipée d'un dispositif de traitement des NOx à l'ammoniac ou à l'urée, la concentration en NH3 dans les gaz résiduels est mesurée à la même fréquence que celle des mesures périodiques de NOx.
Constats : Les dernières mesures de la pollution atmosphérique rejetée ont été réalisées par la société DEKRA le 17/09/2024 et le 23/06/2025. Le bureau de contrôle dispose de l'accréditation COFRAC et des agréments pour les mesures. Les conditions de fonctionnement lors des mesures sont représentatives du fonctionnement nominal de l'installation de fabrication de plaques (48 m/min de plaques produits par procédé

continu).

L'installation n'est pas équipée de traitement de fumées.

Les paramètres mesurés sont : poussières, H₂O, O₂, vitesse d'éjection des gaz (à 44200 m³/h), SO₂, CO, NO_x, COVT, CH₄, COVNM.

L'installation fonctionne plus de 500 h/an.

Les conditions de mesures respectent le nombre et la durée minimaux d'essais : 3 essais de 30 minutes sauf pour SO₂ et poussières (1 essai - résultat < 20 % VLE).

Les mesures effectuées n'ont pas mis en évidence de dépassement des VLE (chaque série et conforme).

L'attention de l'exploitant est attirée sur le fait que le bureau de contrôle indique une non conformité à la norme de mesurage NFEN 15259 - Qualité de l'air - Mesurage des émissions de sources fixes - Exigences relatives aux sections et aux sites de mesurage et relatives à l'objectif, au plan et au rapport de mesurage) :

"les distances amont ou aval requises ne sont pas respectées ce qui peut induire un écoulement non laminaire."

Il doit examiner la possibilité de corriger cet écart par rapport à la norme.

Les rapports de mesures réalisées en 2024 et 2025 portent sur d'autres émissaires de rejets d'effluents atmosphériques (ex. broyeurs, filtres,...) et mentionnent d'autres écarts par rapport aux normes de mesures.

Par exemple pour le Broyeur accélérateur (écart à la norme NFX 44-052 ou NF EN 13284-1) : *"absence d'orifice, les mesures ont été réalisées au débouché du conduit" et "les conditions ne permettent pas d'assurer des essais correctement et impliquent une sous-estimation des résultats."*

L'exploitant est invité à examiner en détail les informations figurant dans les rapports de mesures relatives à la conformité vis-à-vis des normes de mesurage, afin de prendre les mesures nécessaires pour corriger les écarts mis en évidence.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant définit et met en œuvre les mesures visant à prendre en compte et traiter les constats d'écarts par rapport aux normes de mesures pour l'ensemble des conduits de rejets investigués.

Il en rend compte à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Système de traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 63

Thème(s) : Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées

Prescription contrôlée :

Arrêté E :

Système de traitement des fumées.

Lorsqu'un dispositif secondaire de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émissions fixées à la présente section :

I. - L'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif.

Cette procédure indique notamment la nécessité :

- d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des

<p>combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, notamment d'un arrêt-démarrage ;</p> <p>- d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures suivant la panne ou le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions.</p> <p>II. - Si l'exploitant ne réalise pas une mesure en continu du polluant concerné par le dispositif secondaire de réduction des émissions, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant (par exemple : consommation de réactifs, pression dans les filtres à manches...).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation de combustion n'est pas équipée de dispositif spécifique de traitement de fumées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Démarrage et arrêt

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018 article 33</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Démarrage et arrêt</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les consignes pour les démarrages et les arrêts : les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.</p> <p>Article 33</p> <p>II. Consignes d'exploitation :</p> <p>Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. L'ensemble du personnel, y compris intérimaire, est formé à l'application de ces consignes. Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ; - la fréquence de contrôle de l'étanchéité et de l'attachement des réservoirs et de vérification des dispositifs de rétention ; - les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité. <p>Démarrage et arrêt.</p> <p>Les opérations de démarrage et d'arrêt font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le mode opératoire technique P_82_09_23 des différentes tâches à accomplir pour procéder à l'arrêt du sécheur à plaques.</p>

Ce document ne traite pas de la phase de démarrage.

Par ailleurs, les différents items de l'article 33 ne sont pas pris en compte non plus dans ce document.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Un document complet reprenant l'ensemble des dispositions prévues à l'article 33 de l'arrêté ministériel est établi en matière de conduite de l'installation et plus particulièrement, en matière de conduites à tenir lors des phases de démarrage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Visite terrain

Référence réglementaire :

Thème(s) : Actions nationales 2025, divers

Prescription contrôlée : /

Constats :

Une plaque du sécheur a été visualisée lors de la visite :



Type de suites proposées : Sans suite